

*Pôle Stratégie, Médias et
Communication*

Hôtel de Matignon, le 20 janvier 2014

**Discours de Jean-Marc Ayrault, Premier ministre,
à la presse
Hôtel de Matignon
Lundi 20 janvier 2014**

Seul le prononcé fait foi

Mesdames et Messieurs,

Merci à vous d'être présents aussi nombreux ce soir, et merci à vous, Benjamin Sportouch, pour les vœux que vous m'avez présentés au nom de l'association de la presse ministérielle.

Recevez en retour mes meilleurs vœux pour cette nouvelle année. Pour vous, pour ceux qui vous sont chers et pour tous ceux qui suivent au quotidien l'activité du Gouvernement et de Matignon, avec une pensée évidemment pour vos collègues actuellement retenus en otages.

C'est un rôle exigeant que le vôtre, et ce rôle porte en lui une responsabilité vis-à-vis de nos concitoyens. Cela mérite le respect des responsables publics, et je ne crois pas m'être écarté à aucun moment de cette ligne de conduite, contrairement à certains de mes prédécesseurs. J'ai pu, effectivement, avoir à me plaindre d'une certaine forme de « bashing », mais je l'ai dit : ce n'est pas le Ayrault-bashing qui me préoccupe, c'est le « France-bashing » que je n'accepte pas, parce que notre pays mérite mieux que ces critiques erronées et injustes.

2013, vous le savez, n'a pas été une année facile. La presse, vous l'avez dit, n'a pas été épargnée par ces difficultés. Elle connaît de profondes mutations et doit, elle aussi, accomplir un effort considérable d'adaptation. De nombreux médias, dont chacun est un gardien de la liberté d'expression, sont aujourd'hui fragilisés. Ce sont d'ailleurs des sujets sur lesquels nous avons travaillé, et nous continuerons à le faire. Tout récemment encore, la TVA à taux super réduit pour la presse en ligne a été l'illustration.

Mais au-delà du cas spécifique de la presse, c'est bien la situation économique générale du pays qui est en cause, et c'est dans tous les domaines de la vie de la Nation qu'il a fallu agir vite et prendre des mesures fortes. Je ne vous en ferai pas la liste ce soir, pas à vous qui la connaissez bien. Je souhaite plus simplement – et comme c'est, je crois, le sens d'un échange de vœux - partager avec vous un constat et une conviction.

Le constat, c'est que la France est aujourd'hui en passe de s'en sortir. Elle est officiellement sortie de la récession, après cinq ans de croissance zéro en moyenne qui nous fait retrouver à peine aujourd'hui le niveau de richesse du pays en 2008. Les observateurs extérieurs comme les organisations internationales prévoient désormais une poursuite de la reprise, avec une croissance de l'ordre de 1% en 2014, et plus ensuite.

C'est évidemment une bonne nouvelle pour le pays, qui vient de traverser la plus longue crise de l'après-guerre, mais c'est surtout un encouragement car il reste beaucoup à faire.

La croissance et l'emploi sont en effet la clé de tout. C'est grâce à l'un et à l'autre que nous pourrions améliorer la situation de nos concitoyens. C'est donc à ce double objectif que le Président de la République m'a chargé, ainsi que tous les membres de mon Gouvernement, de consacrer toute notre énergie depuis le premier jour.

La situation reste encore difficile pour beaucoup de Français, et notre premier devoir est de penser à ceux de nos concitoyens qui continuent à souffrir de la crise. Car si les choses vont déjà mieux pour certains secteurs, certaines catégories ou certaines régions, pour d'autres, la crise est encore là et elle frappe durement. Cette situation contribue fortement à cliver les attentes de la société, et certains de nos concitoyens subissent la tentation du repli sur soi et de l'individualisme. C'est une vraie menace sur la confiance de nos concitoyens dans leur avenir et dans leur pays. Parce qu'aux yeux des Français, il ne peut y avoir qu'une France, et la promesse républicaine doit être la même pour tous et partout. C'est la meilleure réponse à toutes les formes de populisme qui prospèrent sur le sentiment d'abandon et le découragement.

Vous m'avez demandé ce qu'était devenu le nouveau modèle français un an après – et je vous remercie de vous en préoccuper. Eh bien rassurez-vous, il est là, au cœur de toute notre politique de remise en marche de la France, qui est exigeante mais indispensable.

Il ne s'agit pas en effet seulement de restaurer la compétitivité du pays, mais de le faire tout en préservant un modèle social auquel les Français sont profondément attachés.

Il ne s'agit pas seulement d'assainir notre situation financière, mais de le faire tout en finançant nos priorités, que sont l'emploi, l'éducation, la sécurité ou encore la santé.

Il ne s'agit pas seulement de réformer ce qui fait le moteur même du pays : l'école, la formation ou les entreprises, mais de le faire au service de l'emploi, pour que chaque Français ait sa chance, tout au long de sa vie.

Certains de nos voisins européens, à qui on nous compare souvent, ont fait un choix somme toute plus facile, celui de financer leurs économies budgétaires par des coupes brutales dans la protection sociale et les services publics rendus aux citoyens.

Telle n'est pas ma conception de la réforme, ni l'esprit de la politique que nous menons. Nous prouvons que la modernisation, ce doit être aussi des droits nouveaux pour les salariés, et non pas systématiquement des droits en moins. Nous prouvons qu'on peut être rigoureux dans la gestion publique et en même temps volontariste dès qu'il s'agit du progrès social. Nous prouvons que notre pays peut se réformer dans le dialogue, y compris sur des sujets sensibles comme les retraites, et sans trahir ce qui fait son modèle et ses valeurs.

Nous travaillons avec les partenaires sociaux –et je les recevrai ici-même à Matignon le 27 janvier. Nous faisons confiance à la majorité parlementaire. Et le résultat, c'est qu'en un an, un nombre considérable de réformes ont été menées, y compris sur des sujets où rien n'était joué d'avance.

Il suffit d'ailleurs de voir à quel point les critiques qui nous sont adressées ont évolué pour mesurer le chemin parcouru. Il ne se trouve par exemple plus grand monde pour écrire, comme il y a un an, que le Gouvernement fait complètement fausse route et que la sanction

des marchés va tomber très vite. La situation du pays s'améliore à nouveau, le Gouvernement travaille et la majorité fait bloc autour des grandes réformes.

Non, aujourd'hui, la tonalité est plus raisonnable : on se dit –ou en tout cas on se disait avant la conférence de presse du Président- que « c'est trop peu », que « cela ne va pas assez vite » et qu'il faudrait « aller beaucoup plus loin ». Je le prends comme un encouragement, car l'essentiel, à mes yeux, c'est que les choses avancent, c'est que les réformes se fassent, parce que la France en a besoin. La seule issue, c'est l'action, toujours l'action.

Les chantiers engagés seront amplifiés en 2014, et le Président l'a dit avec force lors de ses vœux aux Français et à l'occasion de sa conférence de presse.

Il a confirmé la priorité donnée à l'emploi et à la croissance, à la compétitivité et au dialogue social. C'est la base du pacte de responsabilité qu'il a annoncé.

Il a confirmé l'objectif de réduction de la dépense publique, avec au moins 50 milliards d'économies entre 2015 et 2017.

Il a confirmé aussi la nécessité d'une remise à plat de la fiscalité et des dépenses.

Et il a confirmé enfin l'objectif de baisse des prélèvements obligatoires.

Cela supposera évidemment de continuer à mener des réformes de structure, dans l'Etat, mais aussi dans les collectivités locales et la protection sociale, pour faire mieux avec moins, pour pérenniser notre modèle et doter la France d'un Etat et d'un service public plus justes, plus simples et plus efficaces.

Mais qui s'en étonnera ? Cet objectif a toujours été celui de la gauche. C'est ce que les Français retiennent de son histoire et c'est ce qu'ils attendent de nous : non pas toujours plus de dépenses comme on le croit trop souvent, et à tort, mais des réformes de structure pour démocratiser, moderniser le service public, porter des droits nouveaux en faveur de l'égalité des chances, de l'intégration républicaine, conforter la protection sociale ou encore sécuriser l'emploi sur le marché du travail.

C'est ce type de réformes qui ont forgé la société dans laquelle nous vivons, c'est là que la gauche a toujours consacré le meilleur de son énergie, c'est là qu'elle s'est montrée à la hauteur de sa mission, qui est de porter une vision de l'avenir. Et 2014 sera résolument tournée vers l'avenir.

Ce sera une année européenne, avec un scrutin majeur pour l'avenir de l'Union et la poursuite, par le Président de la République, de ses initiatives en faveur de la réorientation de l'Europe.

Ce sera l'année de la transition énergétique, qui constitue un levier fondamental de transformation de notre modèle économique et social.

Ce sera l'année de la décentralisation, avec pour objectif le développement économique de nos territoires et la maîtrise des dépenses publiques.

Ce sera aussi l'année de la simplification pour les entreprises et pour les citoyens, l'année de la réforme pénale pour s'attaquer, enfin, aux racines de la récidive dans notre pays, l'année aussi d'une grande loi de solidarité sur l'autonomie.

Bref, ce sera une année de modernisation, qui mobilisera l'Etat autour de projets d'avenir, fondateurs et porteurs d'une dynamique de changement et de progrès pour tous.

Ce sont là de grands défis pour le pays, et nous avons tous ici une responsabilité, qui est d'éclairer les choix de nos concitoyens, de tenir un langage de vérité et de faire vivre une démocratie exigeante. C'est la condition pour que la France retrouve confiance dans sa force et dans son avenir. C'est le cap que le Président de la République a fixé, c'est ma feuille de route et celle du Gouvernement, et vous me trouverez, cette année encore, entièrement dévoués à ma mission.

Bonne année à vous, bonne année à tous vos proches, et bien sûr à tous vos médias.